

La Chambre en ligne

52e législature



Présidence

MARDI 16 FÉVRIER 2010

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Le Président de la Chambre a reçu en audience M. Alexandre Romanov, Ambassadeur de la Fédération de Russie le 16 février 2010.

Les thèmes suivants furent abordés durant l'entretien :

- Le nouvel ambassadeur de la Fédération de Russie rappelle qu'il a déposé ses lettres de créance auprès de S.M. le Roi le 18 décembre 2009.
- L'Ambassadeur appelle de ses vœux un accroissement des échanges interparlementaires, tant au niveau des visites bilatérale que de l'UIP.
Il rappelle que la feuille de route signée entre les deux pays en novembre 2008 pour le développement des relations bilatérales comporte un volet relatif à l'intensification du dialogue parlementaire.
Il invite également le Président de la Chambre à effectuer une visite officielle en Russie à sa meilleure convenance.
- Le Président et l'Ambassadeur évoquent ensuite la Présidence belge de l'Union européenne, le développement des échanges économiques et commerciaux et la prochaine visite du Premier ministre belge à Moscou.
- Enfin, l'Ambassadeur remet au Président un exemplaire d'un projet de traité de sécurité européenne élaboré par le Président Medvedev en demandant de bien vouloir le communiquer pour information aux membres de la Chambre.

Commissions

Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Président : M. David Lavaux

➤ **LUNDI 29 MARS 2010**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

➤ **MARDI 30 MARS 2010**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

➤ **MERCREDI 31 MARS 2010**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

➤ **JEUDI 1ER AVRIL 2010**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

➤ **VENDREDI 2 AVRIL 2010**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

Relations extérieures et Défense nationale

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DE LA COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Présidents : MM. Geert Versnick et Ludwig Vandenhove

➤ **LUNDI 29 MARS 2010**

Échange de vues sur la prolongation de la présence belge en Afghanistan avec le Premier ministre, le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles, le ministre de la Justice, le ministre de la Défense, le ministre de la Coopération au développement et la ministre de l'Intérieur.

Exposé introductif des représentants du gouvernement.

Questions et interpellations jointes :

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “la prolongation de l’engagement belge en Afghanistan” (n° 20764).
- Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la prolongation de l’engagement belge en Afghanistan” (n° 20765).
- Interpellation (*) de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Défense sur “la décision de prolonger notre présence militaire en Afghanistan” (n° 426).
- Interpellation (*) de M. Dirk Van der Maelen au premier ministre sur “la prolongation de notre présence militaire en Afghanistan” (n° 427).
- Interpellation (*) de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la décision de prolonger notre présence militaire en Afghanistan” (n° 428).

- Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “la prolongation de la participation belge à la mission de l’ISAF en Afghanistan” (n° 20768).
- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “la décision du conseil des ministres restreint concernant la présence belge en Afghanistan” (n° 20782).
- Question de M. Gerald Kindermans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la décision du conseil des ministres restreint concernant la présence belge en Afghanistan” (n° 20783).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la prolongation jusqu’au fin 2011 de la participation aux opérations en Afghanistan” (n° 20784).
- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de l’Intérieur sur “la décision du conseil des ministres restreint concernant la présence belge en Afghanistan” (n° 20792).
- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Coopération au développement sur “la décision du conseil des ministres restreint concernant la présence belge en Afghanistan” (n° 20793).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la prolongation jusqu’au fin 2011 de la participation aux opérations en Afghanistan” (n° 20801).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “les incidents récents dans le nord de l’Afghanistan” (n° 20802).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la prolongation jusqu’au fin 2011 de la participation aux opérations en Afghanistan” (n° 20803).
- Interpellation (*) de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la prorogation jusqu’à la fin de 2011 de la participation belge aux opérations en Afghanistan” (n° 429).
- Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur “la prolongation de la présence belge en Afghanistan” (n° 20885).
- Question de M. Georges Dallemagne au ministre de la Défense sur “une offensive importante dans le nord de l’Afghanistan” (n° 20954).
- Question de M. Georges Dallemagne au ministre de la Défense sur “l’envoi de troupes belges en Afghanistan” (n° 21023).
- Exposés introductifs du Premier ministre, du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles, du ministre de la Défense, du ministre de l’intérieur et du ministre de la Coopération au Développement.
- Sont intervenus: M. Wouter De Vriendt, M. Dirk Van der Maelen, M. Sevenhans, M. Kindermans, M. Stevenheydens, M. Vijnck, M. Georges Dallemagne et Mme Juliette Boulet.
- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles, le ministre de la Défense et le ministre de la Coopération au Développement ont répondu.
- Une 1^{ère} motion de recommandation a été déposée par M. Dirk Van der Maelen.
- Une motion pure et simple a été déposée par MM. Kindermans, Dallemagne et Van Campenhout et Mmes De Bue et Nyssens.
- Une 2^{ème} motion de recommandation a été déposée par M. Stevenheydens.

Sécurité du rail

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ DU RAIL EN BELGIQUE À LA SUITE DU DRAMATIQUE ACCIDENT SURVENU À BUIZINGEN

Président : M. François Bellot

➤ LUNDI 29 MARS 2010

1. Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a été décidé.

2. Audition de :

- Mme Inge Vervotte, ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques;
- M. Marc Descheemaeker (administrateur délégué de la SNCB);
- M. Luc Lallemand (administrateur délégué d'Infrabel);
- M. Jannie Haeck (administrateur délégué du Holding SNCB);
- représentants de la CGSP-Cheminots et de CSC-Transcom.

- Les invités ont fait un exposé introductif.

- Un échange de vues a eu lieu.

- Ont pris la parole : Mme Camille Dieu, MM. David Geerts, Ronny Balcaen, Mme Valérie De Bue, MM. Gerolf Annemans, Jef Van den Bergh, Ludo Van Campenhout, Jan Mortelmans, David Lavaux, Patrick De Groote, Paul Vanhie et François Bellot.

➤ MERCREDI 31 MARS 2010

1. Audition de représentants du Syndicat Autonome des Conducteurs de Train (SACT).

2. Audition de représentants du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

3. Audition de représentants du Corporate Prevention Services (Service de prévention externe - Groupe SNCB).

4. Audition de représentants du service interne de Prévention et Protection au travail de la SNCB.

5. Audition des médiateurs de la SNCB.

6. Audition de représentants de « Association of the European Rail Industry » (UNIFE).

7. Audition de représentants de la "European Railway Agency" (ERA).

8. Audition de représentants de l'Union Internationale des Chemins de fer (UIC).

- Exposés introductifs par les invités.

- Des échanges de vues ont eu lieu. Ont participé : MM. Blanchart, Balcaen, Mortelmans, Bellot, De Groote, Van Campenhout, Geerts, Lavaux, Van den Bergh et Mmes Musin, De Bue et Dieu.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 30 MARS 2010**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de Santé publique (art. 5 à 14 et 19 à 21), n° 2486/1.

- Rapporteur : M. Stefaan Vercamer.
- Exposé introductif par la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale
- La discussion générale a eu lieu.
- 2 amendements ont été introduits, qui ont été adoptés par 9 voix et 2 abstentions.
- Les différents articles tels que modifiés et l'ensemble des articles renvoyés à la commission des Affaires sociales ont été adoptés par 10 voix et 1 abstention.

2. Questions jointes :

- Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le suivi de la fraude aux chèques-repas" (n° 20745).
- Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le suivi du dossier relatif à la fraude aux titres-services par certaines villes et communes" (n° 21043).
- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

3. Question de Mme Sofie Staelraeve à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'indice médical" (n° 20543).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

4. Question de Mme Sofie Staelraeve à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les assurances hospitalisation" (n° 20544).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Question de M. Mark Verhaegen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'arrêt du paiement des allocations familiales en cas d'absence non justifiée de l'enfant à l'école" (n° 20796).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "l'assistance aux victimes de catastrophes" (n° 20805).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Question de M. Francis Van den Eynde à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la réaction assez surprenante de la ministre par rapport aux déclarations récentes du commissaire européen M. De Gucht relatives au Congo" (n° 20912).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le second pilier de pensions pour les contractuels du secteur public de la santé" (n° 21076).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Conférence nationale des Pensions - Livre vert - présentation.

- Exposé du ministre des Pensions et des Grandes villes;

- Échange de vues.

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a fait un exposé sur le livre vert.

- Une discussion a eu lieu, à laquelle ont pris part : MM. De Vriendt, Tobback, Bultinck, Gilkinet, Vercamer, Mmes De Block, Tasiaux, Dieu et Lecomte.

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

10. Question de Mme Carine Lecomte au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la création du statut de l'aidant de proche" (n° 20092).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de Mme Carine Lecomte au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "les pensions des agents contractuels de la fonction publique" (n° 20093).

- Question de M. Luc Goutry au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "l'accord-cadre au sujet d'un second pilier de pensions pour le secteur public" (n° 21075).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

12. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'état de la situation en ce qui concerne la base de données des pensions complémentaires" (n° 20259).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de Mme Maggie De Block au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "les revenus d'appoint illimités pour les retraités" (n° 20577).

- Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la recommandation issue du rapport annuel du Service de médiation Pensions relative à GRAPPA” (n° 21059).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

14. Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la régularisation des périodes d’études dans le régime des salariés et des indépendants” (n° 21032).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

15. Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “le calcul de la pension dans le cadre d’une pension mixte comme indépendant et comme employé” (n° 21058).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

Prochaine réunion : mardi 20 avril 2010.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L’ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Thérèse Snoy et d’Oppuers

➤ **MARDI 30 MARS 2010**

1. Enquête nationale de santé 2010 :

- Exposé introductif par M. Jean Tafforeau (Institut scientifique de santé publique).
- Echange de vues.

- Rapporteur : M. Jacques Otlet.

- L’échange de vues a eu lieu.

2. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de Santé publique, n° 2486 (art. 1 à 4 et 15 à 18).

Amendements de Mme Lambert et consorts et de M. Goutry et consorts.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Jean-Jacques Flahaux).

- Un amendement a été déposé par Mme Snoy et d’Oppuers.

- La discussion a été clôturée.

- Les amendements n°s 1 à 9 ont été adoptés.

- Les articles ont été adoptés successivement.

- L’ensemble des articles renvoyé à la commission de la Santé publique, ainsi amendé et corrigé légistiquement et techniquement, a été adopté avec 13 votes et une abstention.

3. Question de Mme Marie-Martine Schyns à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le site internet www.laura.be" (n° 20464).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

4. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "une nouvelle méthode d'augmentation mammaire" (n° 20774).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la manière de rédiger les attestations de soins" (n° 20767).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'inscription auprès de l'INAMI en cas d'évacuation" (n° 20829).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Question de Mme Marie-Martine Schyns au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le danger de certaines substances actives de pesticides" (n° 20832).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Question de Mme Marie-Martine Schyns à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la lutte contre la prolifération des chats errants" (n° 20939).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les transplantations de rein croisées" (n° 20944).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

10. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le plan d'attractivité de la profession infirmière" (n° 20969).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

11. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les valves percutanées" (n° 20962).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

12. Question de Mme Hilde Vautmans à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'hippothérapie" (n° 20963).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

13. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la norme de protection de l'enfant proposée par le Gezinsbond pour un milieu de vie de qualité" (n° 20992).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, et à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la castration à vif des porcelets" (n° 20986).

- Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la castration des porcelets (suite)" (n° 21002).

- Question de Mme Nathalie Muylle à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la castration à vif des porcelets" (n° 21066).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la vente libre de la pilule amaigrissante Alli" (n° 20996).

- Question de Mme Marie-Martine Schyns à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'opportunité de la mise en vente libre de la pilule Alli" (n° 21024).

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les pilules anti-obésité" (n° 21053).

- Question de Mme Nathalie Muylle à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la vente de la pilule amaigrissante Alli" (n° 21065).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

16. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les sites traitant de la santé" (n° 20998).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

17. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le projet pilote relatif au cancer des intestins" (n° 21010).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de Mme Hilde Vautmans à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le délai légal d'avortement" (n° 21025).

- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la prolongation du délai d'avortement" (n° 21044).

- Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le délai légal d'avortement" (n° 21062).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

19. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'utilisation de bêtabloquants dans la lutte contre le cancer du sein" (n° 21060).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

➤ **MERCREDI 31 MARS 2010**

1. Proposition de loi (Luc Goutry, Yolande Avontroodt, Herman De Croo, Sabien Lahaye-Battheu, Nathalie Muylle, Lieve Van Daele) modifiant la réglementation relative aux centres publics d'action sociale en ce qui concerne l'obligation alimentaire à l'égard des pensionnaires des maisons de repos, n° 1682/1.

2. Proposition de loi (Guy D'haeseleer, Koen Bultinck, Hagen Goyvaerts, Luc Sevenhans, Rita De Bont) visant à supprimer en principe la possibilité pour le CPAS de récupérer les frais exposés au titre de l'aide sociale dans le cadre de l'admission de personnes âgées en maison de repos, n° 581/1.

- Les propositions de loi n°s 1682 et 581 ont été jointes.
- Rapporteur : Mme Katia della Faille de Leverghem.
- Exposé introductif par leur auteur respectif.
- La discussion a été entamée.

3. Proposition de résolution (Yvan Mayeur, Marie-Claire Lambert, André Frédéric) visant à créer un dispositif de veille et d'urgence sociale via la création d'un numéro d'appel téléphonique : le 115, n° 1776/1.

- Rapporteur : Mme Zoé Genot.
- Exposé introductif par l'auteur principal.
- La discussion a été entamée.

4. Questions jointes :

- Question de Mme Sarah Smeyers au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les places d'accueil pour les demandeurs d'asile" (n° 19974).
- Question de M. Hans Bonte au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la position des présidents de CPAS de Hal-Vilvorde en ce qui concerne la politique d'asile" (n° 20235).
- Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la collaboration entre Fedasil et les CPAS" (n° 20781).
- Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le budget supplémentaire pour plus de places d'accueil pour des demandeurs d'asile" (n° 20879).
- Question de Mme Martine De Maght au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le budget supplémentaire pour plus de places d'accueil pour des demandeurs d'asile" (n° 20880).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les résultats d'une étude sur la situation financière des femmes commandée par la Fondation Roi Baudouin et Comeva" (n° 20098).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Question de Mme Mia De Schamphelaere au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le nombre croissant de personnes sans domicile fixe et de sans-abri" (n° 20119).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les astreintes payées par Fedasil et le manque de places dans les centres" (n° 20142).
- Question de Mme Martine De Maght au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les astreintes versées à des demandeurs d'asile" (n° 20159).
- Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le paiement d'astreintes" (n° 20652).
- Question de Mme Hilde Vautmans au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le paiement d'astreintes" (n° 20852).
- Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accueil des demandeurs d'asile" (n° 21151).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la présence de personnes disposant de papiers dans des centres d'asile" (n° 20312).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Question de M. Mark Verhaegen au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'activation des bénéficiaires du revenu d'intégration sociale" (n° 20530).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

10. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'évaluation des procédures d'accueil des mineurs non accompagnés (MENA)" (n° 21021).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Prochaine réunion : mardi 20 avril 2010.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : M. François Bellot

➤ **MARDI 30 MARS 2010**

1. Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a été décidé.

2. Projet de loi portant création de la Banque-carrefour des Véhicules, n° 2493/1.

- Rapporteur : M. Jef Van den Bergh.
- Exposé introductif par le secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint au premier ministre.

➤ **MERCREDI 31 MARS 2010**

1. Question de Mme Camille Dieu à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'augmentation des tarifs de la SNCB" (n° 19360).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de Mme Linda Musin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la volonté de la ministre de l'Intérieur d'interdire l'accès aux gares aux 'mauvais usagers'" (n° 19506).
- Question de M. Jef Van den Bergh à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'interdiction de l'accès aux gares pour les 'mauvais usagers'" (n° 19540).
- Question de M. Christian Brotcorne à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'interdiction d'accès aux gares qui pourrait être imposée à certains usagers des chemins de fer" (n° 19555).
- Question de M. Patrick De Groote à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'interdiction de l'accès aux gares" (n° 20333).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

3. Question de M. David Lavaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la gare de Gosselies" (n° 19587).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. David Lavaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'enquête de la SNCB auprès des conducteurs" (n° 19680).
- Question de Mme Colette Burgeon à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la précédente enquête de satisfaction menée auprès des conducteurs du groupe SNCB" (n° 19806).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

5. Question de M. David Lavaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la suppression du point d’arrêt de Florzée” (n° 19690).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

6. Question de M. David Lavaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les recrutements à la SNCB” (n° 19750).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Linda Musin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’absence de contrainte d’équipement de matériel de sécurité pour les opérateurs ferroviaires étrangers actifs en Belgique” (n° 19805).

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la mise en cohérence des systèmes de sécurité des voies et du matériel roulant sur les zones à risque” (n° 19939).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Olivier Destrebecq à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les lignes Bruxelles-Mons Quévy/Quiévrain” (n° 19902).

- Question de M. Olivier Destrebecq à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les informations aux voyageurs en cas de perturbation dans la circulation des trains” (n° 20413).

- Question de Mme Colette Burgeon à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la sécurité du réseau ferroviaire et le confort des agents et usagers sur les lignes de Mons-Borinage-Centre” (n° 20476).

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la situation de plus en plus intolérable des trains au départ et à destination du Hainaut” (n° 20721).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

9. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’absence de pièces de rechange dans les ateliers de réparation de la SNCB” (n° 19940).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Patrick De Groote à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les Points Poste dans les Carrefour qui seront fermés” (n° 19987).

- Question de Mme Colette Burgeon à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le devenir des Points Poste installés dans des magasins de la chaîne Carrefour” (n° 21136).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

11. Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la réforme du service de médiation de la SNCB” (n° 20006).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

12. Question de Mme Cathy Plasman à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le GSM-R” (n° 20197).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

13. Question de Mme Cathy Plasman à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “Belgacom en tant qu’entreprise de fourniture d’électricité” (n° 20010).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

14. Question de M. Jacques Otlet à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la gare d’Ottignies” (n° 20013).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

15. Question de M. François Bellot à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la fourniture de nouvelles locomotives pour la SNCB” (n° 20266).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

16. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “une meilleure prise en compte des avis des clients de la SNCB” (n° 20275).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

17. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “une refonte des modes de fonctionnement de la SNCB” (n° 20276).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de M. Ronny Balcaen à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le déraillement d’un train à Mons” (n° 20330).

- Question de M. Olivier Destrebecq à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le déraillement d’un train à Mons” (n° 20365).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

19. Question de M. Patrick De Groote à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la couverture GSM dans les trains” (n° 20345).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

20. Question de M. Patrick De Groote à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la création d’un syndicat des chemins de fer pour les conducteurs de train” (n° 20523).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

21. Questions jointes :

- Question de M. Ben Weyts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le franchissement de signal à Buizingen” (n° 20527).

- Question de M. Ronny Balcaen à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les feux de signalisation de Buizingen” (n° 20643).

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les pannes à répétition du feu de signalisation de Buizingen” (n° 20723).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

22. Question de M. Josy Arens à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’atelier de Stockem” (n° 20669).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

23. Questions jointes :

- Question de M. Jef Van den Bergh à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la gare ‘Noorderkempen’” (n° 20847).

- Question de M. Jef Van den Bergh à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la gare ‘Noorderkempen’” (n° 21038).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

24. Question de M. Ludo Van Campenhout à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la gare centrale d’Anvers” (n° 20854).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

25. Question de M. Patrick De Groote à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’ASBL Mobily’s” (n° 20908).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

26. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’accès piéton de la gare de Bruxelles-Central” (n° 20930).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

27. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les difficultés rencontrées par la SNCB” (n° 20931).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

28. Question de M. Jef Van den Bergh à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les coûts liés aux sillons et aux arrêts” (n° 20933).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

29. Question de Mme Ine Somers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le paiement des avances aux proches des victimes de la catastrophe ferroviaire de Buizingen” (n° 20945).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Prochaine réunion : mardi 20 avril 2010.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Sonja Becq

➤ **MARDI 30 MARS 2010**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Christian Brotcorne, Daniel Bacquelaine, Ludo Van Campenhout, Jef Van den Bergh, Mia De Schamphelaere, Kristof Waterschoot, Sabien Lahaye-Battheu) modifiant le Code d’instruction criminelle en ce qui concerne la procédure de référé pénal en cas d’urgence, n°s 2404/1 et 2.
- Proposition de loi (Gerolf Annemans) modifiant le Code d’instruction criminelle en ce qui concerne la saisie de diamants par le tribunal, n° 2421/1.
(Pour mémoire).

- Rapporteur : M. Raf Terwingen.
- MM. Verherstraeten et Annemans ont présenté leurs propositions de loi respectives.
- La commission a décidé d’organiser des auditions.

2. Projet de loi modifiant le Code judiciaire, relatif au huis clos en matière familiale, n° 2380/1 à 8. Amendements de Mme Lahaye-Battheu, M. Terwingen et consorts et M. Libert et consorts. (Votes). (Rapporteur : Mme Els De Rammelaere).

- La commission a décidé à l’unanimité de confirmer les votes précédemment exprimés.
- Les amendements n° 27 à 30, déposés en deuxième lecture, et les articles ainsi modifiés ont été adoptés à l’unanimité.
- L’ensemble du projet, ainsi amendé, a été adopté à l’unanimité.

3. Proposition de loi (Sarah Smeyers, Raf Terwingen) modifiant le Code civil en ce qui concerne les empêchements à mariage en cas d’adoption, n°s 1338/1 et 2.

Amendements de M. Terwingen.

Rapport fait au nom de la sous-commission “Droit de la famille” par Mme Valérie Déom.

- Rapporteur : Mme Valérie Déom.
- Mme Déom a présenté le rapport de la sous-commission.
- Un amendement a été déposé par Mme Nyssens.
- La discussion a été entamée.

4. Question de Mme Valérie De Bue au ministre de la Justice sur “les peines alternatives en matière de roulage” (n° 20434).

- Le ministre de la Justice a répondu.

5. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “la carrière et la promotion des greffiers” (n° 20497).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Question de M. Josy Arens au ministre de la Justice sur “l’absence d’agents de sécurité au centre de détention de Saint-Hubert et le manque d’agents au corps de sécurité d’Arlon” (n° 20670).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “l’hébergement des justices de paix” (n° 20673).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “le début de la déchéance du droit de conduire en cas de condamnations multiples” (n° 20676).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Interpellation (*) et question jointes :

- Interpellation de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “la situation alarmante des internés” (n° 423).

- Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur “l’internement de malades mentaux délinquants en Belgique” (n° 20855).

- Le ministre de la Justice a répondu.

- Une motion de recommandation a été introduite par M. Laeremans.

- Une motion pure et simple a été introduite par M. Terwingen et Mme Uyttersprot.

10. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “les activités des mosquées après un avis négatif de la Sûreté de l’État” (n° 20726).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “le transfert de détenus qui n’ont pas la nationalité belge vers leur pays d’origine” (n° 20727).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “les auteurs d’infractions de roulage qui échappent au paiement de l’amende” (n° 20733).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “le magistrat de liaison auprès de l’ambassade belge à Rabat” (n° 20734).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “le sous-financement par le département de la Justice des organismes qui fournissent une assistance aux toxicomanes” (n° 20759).

- Question de Mme Ilse Uyttersprot au ministre de la Justice sur “le financement des mesures judiciaires alternatives” (n° 20875).

- Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur “les problèmes rencontrés pour le financement d’organismes d’aide aux toxicomanes” (n° 20935).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “les attermolements surprenants du ministre concernant l’extradition d’Adam Giza vers la Pologne” (n° 20791).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “le démantèlement récent du trafic de drogues organisé depuis la prison de Hasselt” (n° 20799).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “le système informatique REA” (n° 20823).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “l’augmentation sensible du nombre de mariages de complaisance” (n° 20837).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Question de M. Fouad Lahssaini au ministre de la Justice sur “l’extradition vers le Maroc d’un détenu ayant la double nationalité” (n° 20888).

- Le ministre de la Justice a répondu.

20. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “votre rencontre avec la Ministre de l’Aide à la jeunesse en Communauté française” (n° 20934).

- Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur “le protocole d’accord de novembre 2008 sur l’aide à la jeunesse” (n° 21068).

- Le ministre de la Justice a répondu.

21. Question de M. Josy Arens à la ministre de l’Intérieur sur “l’application des amendes administratives communales en matière de bail” (n° 20949).

- Le ministre de la Justice a répondu.

22. Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “les statistiques relatives aux désaisissements” (n° 20972).

- Le ministre de la Justice a répondu.

23. Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “l’escroquerie sur internet” (n° 20973).

- Le ministre de la Justice a répondu.

24. Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur “la solution provisoire concernant l’arrêt Salduz proposée par le collège des procureurs généraux” (n° 21011).

- Le ministre de la Justice a répondu.

25. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “la prison de Tilburg” (n° 21019).

- Le ministre de la Justice a répondu.

26. Question de Mme Hilâl Yalçın au ministre de la Justice sur “la situation des ministres du culte islamique” (n° 21036).

- Le ministre de la Justice a répondu.

27. Question de Mme Carine Lecomte au ministre de la Justice sur “l’engagement de nouveaux agents de sécurité” (n° 21071).

- Le ministre de la Justice a répondu.

28. Questions jointes :

- Question de M. Eric Libert au ministre de la Justice sur “la conférence de presse du 22 mars 2010 du Conseil supérieur de la Justice” (n° 21074).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “l’appel du monde judiciaire à une réforme de la justice” (n° 21103).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine réunion : mardi 20 avril 2010.

Groupe de travail “Professions cliniques”

GROUPE DE TRAVAIL EN VUE DE RÉGLEMENTER L’EXERCICE DE LA PSYCHOLOGIE CLINIQUE, LA SEXOLOGIE CLINIQUE, L’ORTHOPÉDAGOGIE CLINIQUE ET EN VUE DE RÉGLEMENTER LE TITRE PROFESSIONNEL PARTICULIER DE PSYCHOTHÉRAPEUTE

Président : M. Luc Goutry

➤ **MARDI 30 MARS 2010**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Yvan Mayeur, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Jean Cornil) modifiant, en ce qui concerne l'exercice des professions de la santé mentale, l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, n° 1126/1.
- Proposition de loi (Luc Goutry, Nathalie Muylle, Lieve Van Daele, Marie-Martine Schyns, Georges Dallemagne, Sonja Becq) modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en vue de la réglementation de l'exercice de la psychologie clinique, de la sexologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, n° 1357/1 et 2.
- Proposition de loi (Yolande Avontroodt, Katia della Faille de Leverghem, Hilde Vautmans) modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en ce qui concerne l'exercice de la psychothérapie, n° 1604/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Marie-Claire Lambert).

Poursuite de la discussion de la psychologie clinique et des projets d'amendement.

- La discussion de la psychologie clinique a été poursuivie.

Prochaine réunion : mardi 4 mai 2010.

Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

➤ **MARDI 30 MARS 2010**

Proposition de loi (Marie-Christine Marghem, Kattrin Jadin, David Clarinval, Olivier Hamal, Carina Van Cauter, Catherine Fonck, André Frédéric, Christian Brotcorne, Karine Lalieux, Sabien Lahaye-Battheu) relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes technologiques, n°s 71/1 à 6. (Continuation). (Rapporteurs : Mme Sofie Staelraeve et M. Gerald Kindermans).

Auditions de :

- M. Philippe Colle (Assuralia);
- M. Benoit Kohl (professeur ULg);
- M. Stéphane Delfosse (victime de l'explosion de gaz à Ghislenghien);
- M. Guy Horsmans (professeur émérite UCL).

- MM. Kohl, Horsmans et Delfosse ont fait un exposé et répondu aux questions de MM. Logghe, Balcaen et Schiltz et de Mmes Marghem et Lalieux.

➤ **MERCREDI 31 MARS 2010**

1. Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a été décidé.

2. Proposition de loi (Karine Lalieux, Philippe Blanchart, Guy Milcamps) modifiant la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses visant à élargir les missions de l'observatoire des prix, n° 2195/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Katrien Partyka).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a donné copie aux membres de la commission de l'arrêté ministériel et de son annexe modifiant le cahier des charges relatif à l'analyse des prix par l'ICN. Compte tenu de ce développement, la discussion de la proposition ne sera pas poursuivie. Mme Lalieux souhaite néanmoins qu'un rapport soit publié, reprenant notamment l'arrêté ministériel et son annexe.

3. Projet de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, n° 2468/1.

Propositions jointes :

- Proposition de loi (Katrien Partyka, Mia De Schamphelaere, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercamer, Joseph George) modifiant la législation sur le crédit à la consommation et le crédit hypothécaire en ce qui concerne la publicité, n°s 793/1 à 3.
- Proposition de loi (François-Xavier de Donnea, Kattrin Jadin, David Clarinval, Olivier Hamal) modifiant l'article 85 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, n°s 328/1 à 3.
- Proposition de loi (Meyrem Almaci, Muriel Gerkens, Wouter De Vriendt, Zoé Genot) modifiant la législation relative aux crédits à la consommation, n° 1538/1.
- Proposition de loi (Hans Bonte) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en ce qui concerne le crédit permanent, n° 582/1.
- Proposition de loi (Hans Bonte) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation pour ce qui concerne la publicité personnalisée pour le crédit, n° 2146/1.
- Proposition de loi (Hans Bonte, Cathy Plasman) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en ce qui concerne les prêteurs et les intermédiaires de crédit autres que les établissements de crédit, n° 2403/1.
- Proposition de loi (Karine Lalieux, Colette Burgeon, Alain Mathot) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, portant diverses mesures visant à lutter contre le "crédit facile", n° 1801/1.
- Proposition de loi (Colette Burgeon, Karine Lalieux, Alain Mathot) visant à fixer un délai de zéro tage pour les ouvertures de crédit, n° 1779/1.
- Proposition de loi (Alain Mathot, Colette Burgeon, Karine Lalieux) rétablissant l'article 61 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation et concernant les taux annuels effectifs globaux, n° 1940/1.
- Proposition de loi (André Frédéric, Karine Lalieux, Yvan Mayeur, Colette Burgeon) modifiant la loi du 10 août 2001 relative à la Centrale des Crédits aux Particuliers afin de mesurer l'endettement réel des consommateurs, n° 1847/1.
- Proposition de loi (Linda Musin, Karine Lalieux, Colette Burgeon) complétant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en vue de renforcer le contrôle des prêteurs et des intermédiaires de crédit, n° 860/1.
- Proposition de résolution (Brigitte Wiaux, David Lavaux, Marie-Martine Schyns, Isabelle Tasiaux-De Neys) visant à instaurer un formulaire standardisé pour les demandes de crédit afin de lutter contre le risque de défaillance des emprunteurs, n°s 1986/1 à 4.
- Proposition de loi (Josy Arens) visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement, n° 1726/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Katrien Partyka).

- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus MM. Bonte, Jadot, Blanchart, Logghe et Mmes Partyka, Almaci et Staelraeve.

- Des amendements ont été déposés par MM. Bonte et Jadot et Mme Almaci.

4. Question de Mme Muriel Gerkens à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les modifications envisagées du statut des indépendants" (n° 20755).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

5. Question de Mme Sonja Becq à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le revenu d'intégration en tant qu'allocation d'aide sociale" (n° 20779).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

6. Question de M. Christian Brotcorne à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le rapport 2009 du Service de Médiation des pensions" (n° 20853).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

7. Question de M. Hendrik Bogaert à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la loi relative aux implantations commerciales" (n° 20961).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

8. Question de M. Dirk Van der Maelen à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le refus du titre professionnel de psychologue" (n° 21033).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le recours introduit par quatre associations contre la décision visant à prolonger la durée de vie des centrales nucléaires en Belgique" (n° 20015).

- Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le protocole d'accord GDF Suez" (n° 20915).

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le protocole d'accord conclu avec GDF Suez" (n° 20997).

- Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le protocole nucléaire conclu entre GDF Suez et le gouvernement" (n° 21050).

- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le protocole d'accord conclu avec GDF Suez" (n° 21098).

- Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le protocole militaire du GDF-Suez avec le gouvernement belge" (n° 21125).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Guy Milcamps au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le démarchage par téléphone" (n° 20025).

- Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le démarchage par téléphone" (n° 20128).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

11. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les accords conclus avec les pays voisins en vue de pallier notre déficit de production électrique" (n° 20182).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'état d'avancement du paiement des allocations forfaitaires mazout, gaz et électricité" (n° 20183).

- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'octroi de la réduction forfaitaire sur la facture énergétique" (n° 20991).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

13. Question de M. Olivier Destrebecq au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le plan des conduites de gaz et des câbles à haute tension" (n° 20419).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

14. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le statut des deux experts engagés par l'AIE pour le compte de l'État belge" (n° 20429).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

15. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le respect de la législation relative au cumul des mandats par un haut fonctionnaire de l'État belge" (n° 20430).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

16. Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les prix élevés de l'énergie" (n° 20536).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

17. Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la rénovation du réseau électrique" (n° 20539).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

18. Question de M. Guy Milcamps au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le bilan en matière de simplification des factures d'énergie" (n° 20582).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

19. Question de M. Guy Milcamps au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la condamnation de Ryanair et Brussels Airlines" (n° 20706).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

20. Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la viande halal vendue dans nos magasins" (n° 20869).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

21. Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'absence de diminution des tarifs de gaz" (n° 20846).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

22. Question de Mme Muriel Gerken au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le différend opposant Tecteo à la CREG" (n° 20866).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

23. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les investissements d'Elia sur le réseau et l'utilisation de nouveaux pylônes pour limiter le rayonnement électromagnétique" (n° 20916).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

24. Question de Mme Muriel Gerken au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la discrimination des consommateurs belges francophones du livre" (n° 21034).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

25. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le financement de MYRRHA à l'issue du contrôle budgétaire" (n° 21051).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

26. Question de M. Robert Van de Velde au premier ministre sur "la contribution d'Electrabel" (n° 21130).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine réunion : mardi 20 avril 2010.

Questions européennes

COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : M. Herman De Croo et Mme Vanessa Matz (S)

➤ MARDI 30 MARS 2010

Résultats du Conseil européen des Chefs d'État et de gouvernement des jeudi 25 et vendredi 26 mars 2010 à Bruxelles.

- Exposé du Premier ministre.
- Échange de vues.

Prochaine réunion : mercredi 12 mai 2010.

Règlement

COMMISSION SPÉCIALE DU RÈGLEMENT ET DE LA RÉFORME DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE

Président : M. Patrick Dewael

➤ **MARDI 30 MARS 2010**

1. Proposition (Hilde Vautmans, Herman De Croo) visant à instituer une commission spéciale chargée d'évaluer la politique menée en matière de protection de la vie privée, n° 934/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Jef Van den Bergh).

- Audition de membres de la Commission de la protection de la vie privée.

- La commission a entendu le président et le vice-président de la Commission de la protection de la vie privée.

- La discussion a eu lieu.

- Sont intervenus : M. Patrick Dewael, Mme Hilde Vautmans, MM. Xavier Baeselen, Dirk Van der Maelen, Mmes Clotilde Nyssens et Colette Burgeon, MM. Ben Weyts et Bert Schoofs.

2. Proposition (Hilde Vautmans) de modification du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne les questions orales posées en commission, n° 1424/1.

- Rapporteur : M. Baeselen.

- Exposé introductif par Mme Vautmans.

- La discussion a eu lieu.

- Sont intervenus : Mmes Zoé Genot et Clotilde Nyssens, MM. Ben Weyts et Servais Verherstraeten, Mme Colette Burgeon, MM. Herman De Croo, Patrick Dewael et Xavier Baeselen.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. André Frédéric

➤ **MERCREDI 31 MARS 2010**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Daniel Bacquelaïne, Xavier Baeselen, Françoise Colinia, Corinne De Permentier, Daniel Ducarme, Denis Ducarme, Eric Libert) visant à interdire le port de tout vêtement cachant totalement ou de manière principale le visage, n° 2289/1 à 3.

Amendements de Mme Leen Dierick et consorts et M. Denis Ducarme et consorts.

- Proposition de loi (Georges Dallemagne, Catherine Fonck, Christian Brotcorne, Josy Arens) sur l'exercice de la liberté d'aller et venir sur la voie publique, n° 2442/1 et 2.

- Proposition de loi (Filip De Man, Bart Laeremans, Bert Schoofs, Annick Ponthier) insérant dans le Code pénal une disposition interdisant de porter dans les lieux et espaces publics des tenues vestimentaires masquant le visage, n° 433/1 et 2.

- Proposition de loi (Leen Dierick, Michel Doomst, Luc Peetermans) interdisant de se couvrir le visage de manière excessive, n° 2495/1.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Jacqueline Galant).

- Exposés introductifs des propositions de loi n°s 433 et 2295 (M. De Man, Mme Ponthier et Mme Dierick).
- La discussion générale a été clôturée. Sont intervenus : MM. Weyts, Dallemagne, Thiébaud, Lahssaini, Somers, Denis Ducarme et Mmes De Permentier, Genot et Douifi.
- La discussion des articles a eu lieu.
- Un amendement a été déposé par M. Denis Ducarme et consorts.
- Des corrections techniques ont été apportées.
- L'article 1^{er} a été adopté à l'unanimité.
- Les amendements n°s 1 et 3 ont été successivement adoptés à l'unanimité.
- En conséquence, l'amendement n°2 est devenu sans objet.
- La commission a décidé à l'unanimité de déroger à l'article 82 Rgt, et de procéder immédiatement au vote sur l'ensemble de la proposition de loi.
- L'ensemble de la proposition de loi ainsi amendée et corrigée, a été adopté à l'unanimité.
- En conséquence, les propositions de loi jointes sont devenues sans objet.

2. Proposition de loi (André Frédéric, Eric Thiébaud, Thierry Giet, Yvan Mayeur, Karine Lalieux, Valérie Déom, Guy Milcamps) modifiant la législation électorale en vue d'interdire aux élus et aux mandataires de siéger dans les bureaux de vote et de dépouillement, n° 2201/1 et 2.
Avis du Conseil d'Etat.

- Exposé introductif de l'auteur principal de la proposition de loi, M. Frédéric.
- La discussion générale a été entamée.
- M. Frédéric a déposé un amendement.

3. Question de M. Michel Doomst au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la conférence nationale sur le football" (n° 20376).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

4. Question de Mme Dalila Douifi au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "sa mission dans les Balkans avec M. Wathelet, secrétaire d'État à la Politique de migration et d'asile" (n° 20401).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Koen Bultinck au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la proposition du premier ministre d'autoriser les revenus d'appoint illimités pour les retraités de plus de 65 ans" (n° 20569).
- Question de Mme Maggie De Block au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les revenus d'appoint illimités pour les retraités" (n° 20581).
- Question de Mme Sarah Smeyers au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "sa proposition d'autoriser les revenus d'appoint illimités pour les retraités de plus de 65 ans" (n° 20584).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Ben Weyts au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le calendrier prévu pour le dossier BHV et la réforme de l'État" (n° 20898).

- Question de M. Bart Laeremans au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la scission de BHV et les conséquences pour la Belgique de l'arrêt Grosaru de la Cour des Droits de l'Homme" (n° 21149).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Sarah Smeyers au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la politique de régularisation de ce gouvernement" (n° 21105).

- Question de M. Filip De Man au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'admissibilité de faux documents dans le cadre de la procédure de régularisation" (n° 21119).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

8. Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'absence de dimension sociale forte dans les conclusions du sommet européen de printemps" (n° 21153).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

9. Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'avenir de l'euro" (n° 21154).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile a répondu.

10. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "l'assurance belge contre le 'tiger kidnapping'" (n° 20800).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Question de M. Hendrik Bogaert à la ministre de l'Intérieur sur "la différence de prix entre les tarifs des cartes d'identité pour Belges et pour étrangers" (n° 20863).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

12. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la mise en œuvre de la réforme des services incendie" (n° 20925).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

13. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "le reclassement des mandataires de la police locale et fédérale" (n° 20932).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "l'abaissement de la limite d'âge de 16 à 14 ans pour les sanctions administratives communales" (n° 20948).

- Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "l'augmentation du délai de décision pour les infractions mixtes" (n° 20950).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "l'accord sectoriel 2009-2010" (n° 20951).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Question de M. Luc Peetermans à la ministre de l'Intérieur sur "le contrôle des ordinateurs utilisés récemment pour le vote électronique" (n° 20955).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

17. Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "la répartition des charges entre les zones X, Y et Z dans la province de Liège" (n° 20970).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

18. Question de Mme Ilse Uyttersprot à la ministre de l'Intérieur sur "la place réservée au volet de l'aide aux toxicomanes dans les nouveaux plans de prévention et de sécurité" (n° 20985).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de M. Luc Peetermans à la ministre de l'Intérieur sur "la non-prolongation des heures d'ouverture des bureaux de vote automatisés" (n° 21047).

- Question de M. Luc Peetermans à la ministre de l'Intérieur sur "la possibilité d'accueillir 2000 électeurs dans les bureaux de vote automatisés" (n° 21048).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

20. Question de M. Luc Peetermans au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'utilisation de lecteurs de cartes d'identité électroniques lors des élections" (n° 21049).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

21. Question et interpellation (*) jointes :

- Question de M. Eric Libert à la ministre de l'Intérieur sur "le comportement de la police de Zaventem" (n° 21080).

- Interpellation de M. Francis Van den Eynde à la ministre de l'Intérieur sur "le point de vue de la ministre sur la campagne de dénigrement menée par les journaux francophones à l'encontre des policiers flamands" (n° 431).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

22. Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "les interpellations menées par la Police fédérale dans le milieu kurde à Verviers" (n° 21127).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

23. Question de Mme Tinne Van der Straeten à la ministre de l'Intérieur sur "les conclusions de l'OSART et une éventuelle mission SALTO à Doel 1 et 2" (n° 21129).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

24. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "la formation des policiers" (n° 21164).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 21 avril 2010.

Sous-commission "Sécurité nucléaire"

SOUS-COMMISSION DE LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE

Président : Mme Katrien Partyka

➤ **MERCREDI 31 MARS 2010**

Institut national des Radioéléments (IRE)

- Audition de M. Willy De Roovere, directeur général, et de représentants de l'AFCN et de Bel V.
- L'audition a eu lieu et a été suivie d'un échange de vues avec les membres.

Prochaine réunion : mercredi 28 avril 2010.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MERCREDI 31 MARS 2010**

1. Question de M. Bruno Tobback au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "le programme de stabilité belge" (n° 20826).

- Le vice-premier ministre et ministre du Budget a répondu.

2. Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "le contrat de consultance signé avec IBM" (n° 21092).

- Le vice-premier ministre et ministre du Budget a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Tobback au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "les économies liées au contrôle budgétaire" (n° 21099).
- Question de M. Bruno Tobback au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "les nouveaux chiffres pour 2011 à l'issue du contrôle budgétaire" (n° 21100).
- Question de M. Bruno Tobback au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "les compensations relatives aux mesures prises lors du contrôle budgétaire" (n° 21101).

- Question de M. Bruno Tobback au vice-premier ministre et ministre du Budget sur “la loi de financement” (n° 21102).

- Le vice-premier ministre et ministre du Budget a répondu.

4. Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre du Budget sur “le bouclage du ring d’Anvers” (n° 21131).

- Le vice-premier ministre et ministre du Budget a répondu.

5. Question de M. Philippe Blanchart au secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur “les réductions d’impôts accordées pour les maisons passives” (n° 20780).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

6. Question de Mme Marie Arena au secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur “le secret bancaire” (n° 20899).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

7. Question de M. Joseph George au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la contribution du secteur bancaire au budget” (n° 20449).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Joseph George au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le contrôle des assurances automobiles” (n° 20468).

- Question de M. Joseph George au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le contrôle des assurances automobiles” (n° 20471).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de M. Joseph George au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la taxation des bonus des traders et de leurs supérieurs” (n° 20474).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Interpellation (*) de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles sur “les soupçons de manipulation de cours à la Banque nationale de Belgique” (n° 422).

- L'interpellation a été exposé.
- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.
- Une motion de recommandation a été introduite par M. Van de Velde.
- Une motion pure et simple a été introduite par MM. Luk Van Biesen, Josy Arens et Jenne De Potter.

11. Question de M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le manque d'effectifs dans les offices TVA d'Arlon" (n°s 20665 et 21097).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le projet de restructuration du service des Finances de Vielsalm" (n° 20671).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'eurovignette électronique" (n° 20701).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "des questions complémentaires posées par le fisc" (n° 20704).
- Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les demandes de renseignements faites aux entreprises et aux indépendants" (n° 20736).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le traitement inégal des employeurs en ce qui concerne l'exonération d'impôts sur la 'Vlaamse Ondersteuningspremie' (Prime flamande de soutien) qui leur est attribuée" (n° 20715).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les projets d'extension de la justice de paix de Hoogstraten" (n° 20732).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

17. Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les travaux d'entretien et de réparation au centre des douanes 'Kattendijkdok' situé à Anvers" (n° 20762).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

18. Question de M. Luk Van Biesen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la vente par Aldi de produits du tabac à un prix inférieur à celui indiqué sur le timbre fiscal” (n° 20766).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

19. Question de Mme Cathy Plasman au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le site de l’institut flamand ‘Instituut voor Landbouw- en Visserijonderzoek’” (n° 20807).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

20. Question de M. Guy Milcamps au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’installation d’une division de police à Achêne” (n° 20810).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

21. Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les avantages fiscaux liés aux investissements pour la prévention des cambriolages” (n° 20860).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

22. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le précompte professionnel sur le pécule de vacances des pensionnés” (n° 20868).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

23. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’augmentation de la prime chez DKV, l’index médical et les bénéfices engendrés par les assurances hospitalisation” (n° 20870).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

24. Question de M. Patrick De Groote au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les subsides versés par la Loterie Nationale à l’ASBL Mobily” (n° 20907).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

25. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’éventuelle sensible augmentation des primes de l’assurance automobile” (n° 20924).

- Question de Mme Karine Lalieux au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’assurance automobile” (n° 20926).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

26. Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la formation des fonctionnaires du SPF Finances” (n° 20942).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

27. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’allocation attribuée au président de l’observatoire de la fiscalité régionale” (n° 20978).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

28. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “un plan de remboursement pour les chômeurs temporaires” (n° 20979).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

29. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les prêts fournis par Dexia Israël” (n° 20980).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

30. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la taxe bancaire et son application pour les petites banques” (n° 21014).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

31. Questions jointes :

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la lutte contre la fraude aux intérêts notionnels” (n° 21039).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le contrôle des abus concernant les intérêts notionnels” (n° 21141).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

32. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le paiement des dividendes de BNP Paribas” (n° 21040).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

33. Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les actions de la BNB” (n° 21093).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

34. Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la consultance dans le domaine des ressources humaines” (n° 21095).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

35. Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "ICAP" (n° 21096).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

36. Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le bonus octroyé par la Fortis" (n° 21132).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

37. Question de Mme Rita De Bont u vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les intentions du gouvernement concernant la taxe CO2" (n° 21150).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 21 avril 2010.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. Geert Versnick

➤ **MERCREDI 31 MARS 2010**

1. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le suivi du rapport Goldstone" (n° 18839).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

2. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les élections au Rwanda" (n° 20100).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

3. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les négociations relatives à l'adhésion d'Israël à l'OCDE" (n° 20137).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

4. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'arrestation d'officiers kémalistes en Turquie" (n° 20187).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le massacre de chrétiens au Nigéria et la position du gouvernement à ce sujet" (n° 20354).
 - Question de Mme Clotilde Nyssens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les attaques contre les minorités chrétiennes" (n° 20426).
 - Question de M. Mark Verhaegen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la vague d'expulsions de travailleurs étrangers par le Maroc" (n° 20432).
 - Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la liberté de religion au Maroc" (n° 20893).
 - Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la liberté de religion au Pakistan" (n° 20975).
- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les actions policières du 4 mars 2010 contre certains membres de la communauté kurde" (n° 20320).
 - Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les conséquences au niveau de la politique étrangère de l'action policière du 4 mars dernier contre certaines associations kurdes" (n° 21088).
- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'appel à la guerre sainte de Kadhafi à l'encontre de la Suisse et les conséquences sur l'Union européenne" (n° 20325).
 - Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le conflit entre la Suisse et la Libye, la Suisse en Schengen" (n° 20894).
- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'accord UEBL avec la Colombie" (n° 20326).
 - Question de Mme Karine Lalieux au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'accord d'investissement réciproque entre la Colombie et l'UEBL, ainsi que l'accord de libre-échange entre l'UE et la Colombie" (n° 21031).
- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

9. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les réfugiés rwandais” (n° 20347).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

10. Question de Mme Mia De Schamphelaere au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la restitution par les autorités albanaises de propriétés confisquées sous le régime communiste” (n° 20357).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

11. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la loi lituanienne du 8 mars 2010 interdisant la promotion du mariage homosexuel” (n° 20387).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

12. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la présence sur le site internet du centre islamique et culturel de Belgique de liens vers des sites affichant des propos négationnistes” (n° 20414).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

13. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “d'anciens rebelles congolais exploitant dans un but de lucre des mines d'étain” (n° 20505).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

14. Question de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les projets subsidiés dans le cadre de la présidence belge de l'Union européenne” (n° 20573).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

15. Question de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les conclusions de la première session internationale du Tribunal Russell sur la Palestine” (n° 20574).

- Le secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

16. Question de Mme Karine Lalieux au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’exploitation étrangère des ressources marines de la Somalie” (n° 20681).

- Le secrétaire d’État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

17. Questions jointes :

- Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la projection de films sur le Congo lors du Afrika Filmfestival organisé chaque année à Louvain” (n° 20738).

- Question de M. Guy Milcamps au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les conditions à l’octroi de subsides dans le cadre des festivités liées au 50e anniversaire de l’indépendance du Congo” (n° 21026).

- Le secrétaire d’État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

Prochaine réunion : mardi 20 avril 2010.

Séance plénière

➤ JEUDI 1^{ER} AVRIL 2010 APRÈS-MIDI (0150)

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

1. Projet de loi contenant le cinquième ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2009, n^{os} 2447/1 et 2.

Le projet de loi (n° 2447) est adopté par 78 voix contre 40 et 13 abstentions

2. - Proposition de loi (MM. Raf Terwingen et Servais Verherstraeten) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n^{os} 1517/1 à 7.
- Proposition de loi (Mmes Sabien Lahaye-Battheu et Carina Van Cauter) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n^{os} 1706/1 et 2.

Les auteurs constatent qu'à l'heure actuelle, de nombreuses incertitudes subsistent, dans la pratique, au sujet de la procédure de divorce par consentement mutuel pour désunion irrémédiable des époux. Cette proposition de loi vise dès lors à apporter une série de clarifications à cette procédure en ce qui concerne la signification, l'appel et le pourvoi en cassation. Elle vise en outre à aligner les délais d'introduction d'un pourvoi en cassation pour toutes les formes de divorce.

La proposition de loi (n° 1517) est adoptée par 120 voix et 12 abstentions

3. Projet de loi modifiant l'article 308, § 3, du Code des impôts sur les revenus 1992, n^{os} 2475/1 et 2.

Dans le cadre de la simplification administrative, il est proposé de ne plus envoyer de formulaire de déclaration papier aux contribuables qui, pour l'exercice d'imposition antérieur, ont introduit leur déclaration par l'intermédiaire d'un mandataire et qui ne renoncent pas, pour l'exercice en cours, à ce mandat. Le présent projet de loi vise à dispenser cette catégorie de contribuables de l'obligation de réclamer ce formulaire de déclaration au service de taxation dont ils dépendent.

Le projet de loi (n° 2475) est adopté par 130 voix et 1 abstention

4. Proposition de résolution (Mmes Camille Dieu et Marie Arena et MM. Philippe Blanchart et Guy Milcamps) visant à inscrire la question du salaire minimum européen à l'agenda de la présidence belge de l'Union européenne en 2010, n^{os} 2199/1 à 3.

La proposition de résolution (n° 2199) est adoptée à l'unanimité des 131 votants

Questions orales

Les déclarations d'un collègue de parti du ministre des Réformes institutionnelles

Questions jointes de :

- M. Gerolf Annemans (VB) (n° P1818)
- M. Bruno Tobback (sp.a) (n° P1819)
- Mme Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1820)

Les déclarations sur Canal Z relatives au péage et à la réduction des charges sur le travail

Question de :

M. Robert Van de Velde (LDD) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1821)

Les excuses de la Serbie pour le massacre de Srebrenica

Question de :

M. Georges Dallemagne (cdH) au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles (n° P1822)

Le taux d'emploi des plus de 50 ans en Belgique

Questions jointes de :

- Mme Sofie Staelraeve (Open Vld) (n° P1823)
- Mme Meryame Kitir (sp.a) (n° P1824)
- Mme Sarah Smeyers (N-VA) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances chargée de la Politique de migration et d'asile (n° P1825)

La fermeture de Cartomills Mettet

Question de :

Mme Valérie Déom (PS) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile (n° P1826)

L'écart salarial hommes-femmes

Question de :

Mme Valérie Déom (PS) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile (n° P1827)

L'accord Atomium

Questions jointes de :

- M. Servais Verherstraeten (CD&V) (n° P1829)
- M. Renaat Landuyt (sp.a) (n° P1830)
- Mme Kattrin Jadin (MR) (n° P1831)
- M. Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!) au ministre de la Justice (n° P1832)

L'annonce du suivi du plan de réforme aux militaires

Question de :

Mme Hilde Vautmans (Open Vld) au ministre de la Défense (n° P1833)

L'arrêt de la Cour constitutionnelle sur la contribution de 250 millions des producteurs d'énergie nucléaire

Question de :

Mme Karine Lalieux (PS) au ministre du Climat et de l'Énergie (n° P1834)

Les nominations de la direction de la police fédérale

Question de :

M. Michel Doomst (CD&V) à la ministre de l'Intérieur (n° P1835)

Les incidents survenus le 31 mars à l'occasion de la conférence à l'Université d'Anvers

Questions jointes de :

- M. Filip De Man (VB) au ministre de la Justice (n° P1828)
- M. Ben Weyts (N-VA) au ministre de l'Intérieur (n° P1836)

Le projet de taxe carbone

Question de :

M. Christian Brotcorne (cdH) au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances (n° P1837)

Éloge funèbre de Mme Arlette Duclos

Le président: Mme Arlette Duclos, membre honoraire de la Chambre, est décédée le 9 mars dernier à Poperinge à l'âge de 91 ans. Mme Duclos avait entamé sa carrière politique en 1949 par son élection au Conseil provincial de Flandre occidentale pour le PVV. En 1952, elle fut élue conseillère communale à Poperinge dont elle fut ensuite échevine de l'État civil et du Tourisme de 1983 à 2000.

Mme Duclos a siégé au sein de notre assemblée de mars 1968 à mars 1974 et de décembre 1978 à novembre 1981. Au nom de la Chambre, j'ai adressé mes plus sincères condoléances à la famille de la défunte.

Vincent Van Quickenborne, ministre: Au nom du gouvernement, je m'associe à ces condoléances.

Arlette Duclos, que j'ai personnellement connue, fut une des premières femmes à avoir été élue dans cette Chambre, ce qui montre qu'elle était une femme de caractère, avec une vision d'avenir. Elle a fait une carrière de 53 ans dans la politique, dont neuf à la Chambre. Elle en était fière et elle pouvait l'être.

Mme Duclos ou plutôt Mme Arlette, comme nous avons coutume de l'appeler, était membre du parti libéral. Nous garderons le souvenir d'une femme d'une très grande dignité. Elle associait son sens du décorum à une grande simplicité et était toujours disponible pour ses concitoyens de Poperinge. C'est pourquoi sa popularité est restée importante en Flandre occidentale.

Au nom du gouvernement, je présente mes sincères condoléances à sa famille et à ses amis.

Votes nominatifs sur les motions

Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.

VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- Mme Muriel Gerken (Ecolo-Groen!) au ministre du Climat et de l'Énergie sur « la discrimination des consommateurs belges en matière de prix du livre » (n° 416)
(développées en réunion publique de la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture du 23 mars 2010)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 416/001)

- une motion de recommandation par Muriel Gerken (Ecolo-Groen!)
- une motion pure et simple par Liesbeth Van der Auwera (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 76 voix contre 53 et 2 abstentions

Relations internationales

MADRID, 25 ET 26 FÉVRIER 2010

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'UNION EUROPÉENNE (COFACC)

M. Geert Versnick, président de la commission des Relations extérieures, a représenté la Chambre à cette Conférence, organisée par la Présidence espagnole de l'Union européenne. Le Sénat était représenté par le vice-président de la Commission des Relations extérieures et de la Défense, M. Benoît Hellings.

Ouverture de la Conférence par le Premier ministre espagnol M. Zapatero

M. José Luis Zapatero a souligné que le grand défi de la présidence espagnole serait de travailler à établir un nouveau modèle de développement, davantage centré sur la durabilité; dans ce contexte, la grande priorité est la mise en place de la stratégie 2020 qui doit devenir un nouveau levier de développement. Cette stratégie a des implications en matière de politique extérieure, car l'Europe, qui doit s'appuyer sur ses valeurs et sur les domaines où elle peut revendiquer son excellence, doit promouvoir les intérêts européens vis-à-vis du reste du monde.

Échange de vues avec M. Moratinos , ministre espagnol des Affaires étrangères et de la Coopération, sur les priorités de la Présidence espagnole.

M. Miguel Angel Moratinos a énuméré les échéances jalonnant la Présidence espagnole: la possible clôture des négociations d'adhésion avec la Croatie, l'objectif d'ouvrir quatre nouveaux chapitres de négociations avec la Turquie, le Sommet euro-méditerranéen convoqué en juin à Barcelone, la préparation d'un nouvel agenda transatlantique pour le 21ème siècle, des sommets bilatéraux avec la Russie, le Japon, le Canada, le Mexique et le Pakistan (en revanche, rien de spécifique n'est prévu avec la Chine) et l'inscription pour la première fois du dossier des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à l'agenda du Conseil européen de juin prochain, de manière à préparer le Sommet sur le même thème organisé en septembre à New York par les Nations Unies.

Dans l'échange de vues qui a suivi, M. Moratinos a développé les points suivants :

- La Présidence espagnole soutient la proposition allemande de créer une armée européenne (le ministre espagnol a fait observer que le Traité de Lisbonne avait permis une avancée - peu remarquée - vers une politique *commune* de sécurité et de défense);
- elle a la volonté de passer à la vitesse supérieure en ce qui concerne l'aide au développement (à traiter au Conseil européen et non plus seulement au niveau des ministres de la Coopération);
- il est essentiel de motiver les deux parties au conflit du Moyen-Orient en leur donnant davantage de garanties, de concert avec les États-Unis, car le moment présent est sans doute la dernière possibilité de négocier;

- il faut qu'à l'Assemblée générale de l'ONU, l'Europe arrive enfin à adopter une position commune sur le rapport Goldstone;
- on peut évaluer positivement les nouvelles formations du Conseil (le CAGRE est désormais divisé en un Conseil "Affaires générales" et un Conseil "Relations extérieures");
- il sera essentiel de maintenir le modèle européen de l'État-Providence dans un contexte de nouveaux acteurs émergents concurrentiels.

Échange de vues avec M. Juan Pablo de Laiglesia, secrétaire d'État pour l'Amérique latine, sur les relations entre l'UE et l'Amérique latine.

Le secrétaire d'État a souligné que, selon les estimations, l'Amérique latine sortira plus tôt de la crise économique que d'autres parties du monde – en tout cas, plus tôt que l'Europe - : le FMI y prévoit d'ailleurs une croissance de 3,5 % l'année prochaine. Cette région du monde vient également d'enregistrer des succès incontestables dans la réduction de la pauvreté au cours des dernières années. Elle se caractérise aussi par un nouveau débat politique, qui a permis d'accroître le soutien à la démocratie; en période de crise économique mondiale, une telle évolution peut être qualifiée de remarquable.

L'UE est le plus grand investisseur et le plus grand bailleur de fonds dans cette partie du monde, dont elle est également le premier partenaire commercial (du moins pour ce qui est du Mercosur et du Chili). Le développement des relations entre ces deux parties du monde est toutefois nécessaire, de manière à y inclure d'autres domaines, comme la sécurité ou l'architecture financière. La Présidence espagnole souhaite également conclure les négociations en cours – depuis parfois déjà longtemps – pour aboutir à la conclusion d'accords sous-régionaux.

Un sommet UE-Amérique latine aura lieu en mai prochain. D'ici là, la Présidence espagnole entend multiplier les forums avec la société civile.

En réponse aux questions qui lui ont été posées, le secrétaire d'État a mis en avant la grande diversité et la complexité de cette région du monde, la nécessité de ne pas oublier les Caraïbes, le besoin de construire avec Cuba une nouvelle relation, qui soit plus efficace et qui soit insérée dans un cadre multilatéral, l'introduction de clauses suspensives relatives aux droits de l'homme dans les accords d'association conclus avec les différents pays d'Amérique latine et le souhait de trouver de nouveaux mécanismes de coopération régionale permettant des avancées à géométrie variable.

Échange de vues avec Mme Catherine Ashton, Haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères.

La Haute Représentante a énuméré ses trois principales priorités: la mise en place du service européen d'action extérieure (SEAE), les politiques de voisinage et les relations stratégiques (relation transatlantique, relations avec la Russie et avec les nouveaux acteurs économiques majeurs que sont les BRIC – Brésil, Russie, Inde et Chine).

Dans l'échange de vues qui a suivi, Mme Ashton a précisé que, pour créer le SEAE, elle avait demandé aux États membres qu'ils délèguent leurs meilleurs diplomates, principalement parmi ceux qui sont au début ou au milieu de la carrière diplomatique, de manière à ce que le nouveau service ait un potentiel d'évolution; il lui paraît en outre essentiel que le SEAE développe une image de marque bien spécifique.

M. Geert Versnick s'est interrogé sur l'approche régionale qui est prônée pour aborder un certain nombre de pays sensibles, comme l'Iran ou l'Afghanistan. Cette approche régionale ne risque-t-elle pas de fournir aux États membres un prétexte pour diminuer leur contribution en Afghanistan?

La Haute Représentante a estimé que, comme les États-Unis, l'UE devait envisager une approche régionale dans le dossier afghan.

Échange de vues avec M. Angel Lossada, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, sur l'Union pour la Méditerranée.

M. Lossada a souligné combien la zone méditerranéenne était importante pour l'Europe, en raison de sa proximité géographique, de l'interdépendance entre les deux régions (par exemple, dans le domaine de l'énergie) et de l'expérience accumulée dans les relations entre ces deux parties du monde.

Le fait que l'on parle désormais de *l'Union* pour la Méditerranée traduit un changement qualitatif: des sommets sont prévus tous les deux ans; un secrétariat permanent sera institué à Barcelone, une nouvelle méthode de travail permettra de se focaliser sur des projets concrets et flexibles, ne réclamant pas l'implication de tous, mais ouverts au secteur privé.

Les lignes de travail seront le dialogue politique (le sommet prévu à Barcelone devra montrer clairement l'engagement des quarante-trois États participants à veiller à une reprise des négociations israélo-palestiniennes), la dimension institutionnelle (le sommet devra permettre l'adoption d'une feuille de route pour la création d'une nouvelle architecture institutionnelle dans les deux ans), la mise en place d'un secrétariat permanent (à Barcelone, le bâtiment est quasi prêt, tandis qu'il y a accord pour que le secrétaire général soit l'actuel ambassadeur de Jordanie auprès de l'Union), le choix de projets présentant une réelle valeur ajoutée qui soient concrets et avec des effets visibles sur le niveau de vie des populations concernées.

Un certain nombre de projets ont du reste déjà été approuvés: dépollution de la Méditerranée (ce dossier constituait déjà l'une des priorités du Processus de Barcelone), établissement de grandes voies maritimes à travers la Méditerranée de manière à encourager le transport maritime, à garantir une meilleure interconnexion entre les ports méditerranéens et à améliorer les connexions terrestres, mise en place d'un système de protection civile (une grande partie des rivages méditerranéens sont des zones très vulnérables aux catastrophes naturelles), mise en route d'un "plan solaire méditerranéen" centré sur la production d'énergie solaire, le transfert des connaissances et l'interconnexion des réseaux et accent mis sur l'éducation universitaire et la recherche ainsi que sur le développement des entreprises.

Dans l'échange de vues qui a suivi, le secrétaire d'État a tout particulièrement souligné les conséquences que pouvait avoir l'énorme différentiel de revenus entre les deux rives de la Méditerranée. Gérer cet écart constitue un défi majeur.

Rappelant le rôle moteur joué jadis par la CECA dans la construction européenne, M. Benoît Hellings a demandé des précisions sur le développement du plan solaire.

Le secrétaire d'État a reconnu que les retards intervenus avaient eu des conséquences sur le financement des projets, qui manque encore de cohérence. En l'occurrence, un financement spécifique devra être trouvé pour chaque projet. Il faudra le faire dans un esprit de cohérence et en veillant à encourager les grandes institutions financières à s'engager.

Publications

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Documents parlementaires :

- 4-1606/2 (SÉNAT)
52 2378/2 (CHAMBRE) DU 9 FÉVRIER 2010

Rapport sur les priorités de la présidence belge de l'Union européenne – Juillet-décembre 2010

- 4-1606/11(SÉNAT)
52 2378/011(CHAMBRE) DU 1^{ER} MARS 2010

Rapport sur les priorités de la présidence belge de l'Union européenne

- 52 2378/009 (CHAMBRE)
4-1606/9 (SÉNAT) DU 26 MARS 2010

Rapport sur les priorités de la présidence belge de l'Union européenne – Juillet-décembre 2010

Bulletins des questions et réponses :

- 52/097 DU 8 MARS 2010

Questions et réponses écrites

- 52/098 DU 15 MARS 2010

Questions et réponses écrites

Benelux

▪ NEWSLETTER
Newsletter – Mars 2010/1



Conseil des ministres du 2 avril 2010

CONVENTION BELGIQUE / ROYAUME-UNI

Assentiment au Protocole modifiant la Convention entre la Belgique et le Royaume-Uni tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale.

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment au Protocole, signé à Paris le 24 juin 2009, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital (signée à Bruxelles le 1er juin 1987 et adaptant la législation fiscale belge à certaines dispositions de ladite Convention).

Le Protocole règle des difficultés résultant de l'application des dispositions de la Convention de 1987 et tient compte de l'évolution des législations et des politiques conventionnelles des deux États. Par ailleurs, le Protocole étend le champ d'application de l'assistance administrative entre les administrations fiscales belge et britannique à l'échange de renseignements bancaires pour l'application des dispositions préventive de la double imposition ou pour l'application de la législation interne en ce qui concerne les impôts de toute nature ou dénomination perçus par ou pour le compte de l'État belge ou du Royaume-Uni. Il s'intègre dans un processus de consolidation de la coopération international en matière fiscale entreprise à un niveau mondial.

La Convention sera prochainement présentée à l'assentiment du Parlement.

Conseil des ministres du 2 avril 2010

CONVENTION BELGIQUE / SINGAPOUR

Assentiment au Protocole modifiant la Convention entre la Belgique et Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale.

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé l'avant-projet de loi portant assentiment au Protocole, fait à Bruxelles le 16 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (signée à Singapour le 6 novembre 2006, et adaptant la législation fiscale belge à certaines dispositions dudit Protocole).

Ce Protocole modifie l'article 25 de la Convention, qui a trait à l'échange de renseignements en matière fiscale. L'article 25 ainsi modifié permettra l'échange de renseignements bancaires. L'échange de renseignements avec Singapour est ainsi aligné sur la dernière version de la disposition correspondante du modèle de convention fiscale de l'OCDE. Un tel alignement s'inscrit dans un processus de consolidation de la coopération internationale en matière fiscale qui a été entrepris au niveau mondial.

Les principales caractéristiques de l'article 25 modifié par le Protocole sont les suivantes :

- les renseignements échangés sont les renseignements vraisemblablement pertinents pour l'application des dispositions de la Convention et de la législation interne relative aux impôts visés par l'article 25 ;
- les impôts belges visés sont tous les impôts, directs ou indirects, perçus par le gouvernement fédéral, pour son propre compte ou pour le compte des entités fédérées ou des collectivités locales ;
- l'État auquel des renseignements sont demandés doit collecter ces renseignements même s'ils sont uniquement utiles à l'autre État ;
- l'échange de renseignements est étendu aux informations détenues par les banques ;
- l'administration fiscale belge peut obtenir des renseignements détenus par des établissements bancaires situés à Singapour en vue d'assujettir un contribuable à l'impôt belge.

Le Protocole sera prochainement présenté à l'assentiment du Parlement.

Conseil des ministres du 2 avril 2010

CONVENTION BELGIQUE / FINLANDE

Assentiment au Protocole modifiant la Convention entre la Belgique et la Finlande tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale.

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé l'avant-projet de loi portant assentiment au Protocole, fait à Bruxelles le 15 septembre 2009, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Finlande tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (signée à Bruxelles le 18 mai 1976, telle que modifiée par l'Accord additionnel signé à Bruxelles le 13 mars 1991, et adaptant la législation fiscale belge à certaines dispositions dudit Protocole).

Ce Protocole modifie l'article 27 de la Convention, qui a trait à l'échange de renseignements en matière fiscale. L'article 27 ainsi modifié permettra l'échange de renseignements bancaires. L'échange de renseignements avec la Finlande est ainsi aligné sur la dernière version de la disposition correspondante du modèle de convention fiscale de l'OCDE. Un tel alignement s'inscrit dans un processus de consolidation de la coopération internationale en matière fiscale qui a été entrepris au niveau mondial.

Les principales caractéristiques de l'article 27 modifié par le Protocole sont les suivantes :

- Les renseignements échangés sont les renseignements vraisemblablement pertinents pour l'application des dispositions de la Convention et de la législation interne relative aux impôts visés par l'article 27.
- Les impôts belges visés sont tous les impôts, directs ou indirects, perçus par le gouvernement fédéral, pour son propre compte ou pour le compte des entités fédérées ou des collectivités locales.
- L'État auquel des renseignements sont demandés doit collecter ces renseignements même s'ils sont uniquement utiles à l'autre Etat.
- L'échange de renseignements est étendu aux informations détenues par les banques.
- L'administration fiscale belge peut obtenir des renseignements détenus par des établissements bancaires situés en Finlande en vue d'assujettir un contribuable à l'impôt belge.

Le Protocole sera prochainement présenté à l'assentiment du Parlement.

Conseil des ministres du 2 avril 2010

FORCES ARMÉES

Octroi du brevet supérieur d'état-major et du brevet supérieur d'administrateur militaire aux officiers de réserve.

Sur proposition de M. Pieter De Crem, ministre de la défense, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi modifiant la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées.

L'avant-projet crée la base légale pour l'octroi du brevet supérieur d'état-major et du brevet supérieur d'administrateur militaire aux officiers de réserve. Jusqu'à présent, l'octroi de ces brevets n'était prévu que pour les officiers du cadre actif.

L'avant-projet crée en outre la base légale permettant de dispenser les titulaires des brevets précités des épreuves professionnelles pour la nomination au grade de lieutenant-colonel, de colonel ou de général-major. Les intéressés ont en effet déjà suivi les modules de formation nécessaires et rédigé et défendu oralement plusieurs travaux écrits dans le cadre de l'obtention de ces brevets.

L'avant-projet est transmis pour avis au Conseil d'État.

Conseil des ministres du 2 avril 2010

SÉCURITÉ

Élargissement de la définition de transport de valeurs.

Sur proposition de Mme Annemie Turtelboom, ministre de l'Intérieur, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi (modifiant la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière) visant à moderniser la définition de l'activité de transport de valeurs.

Quiconque effectue du transport d'argent (et notamment des chèques-repas) dans le cadre d'un service fourni à des tiers doit le faire de manière professionnelle. D'autres activités, comme l'alimentation des distributeurs automatiques et les activités des centres de comptage nécessitent également plus de mesures de sécurité. C'est la raison pour laquelle de plus en plus d'activités sont soumises à une obligation d'autorisation. La sécurité dans le secteur peut ainsi être mieux organisée.

Doit être autorisé comme entreprise de gardiennage, l'entreprise qui fournit aux tiers le service de :

- surveillance et/ou protection lors du transport de biens
- transport d'argent ou de valeurs déterminées par le Roi, autres que de l'argent
- gestion de centre de comptage
- l'alimentation et le gardiennage lors d'activités aux distributeurs automatiques de billets et les activités non gardées aux distributeurs automatiques de billets si un accès est rendu possible aux billets de banque ou aux cassettes d'argent
- exception : activités dans les bureaux de banque occupés par du personnel

Doit être autorisé comme service interne de gardiennage, le service qui exerce pour ses propres besoins l'activité de :

- surveillance et/ou protection lors du transport de biens
- transport d'argent ou de valeurs déterminées par le Roi, autre que de l'argent, à l'exception du transport d'argent non gardé ou protégé jusqu'à 30.000 euros
- l'alimentation et le gardiennage lors d'activités aux distributeurs automatiques de billets et les activités non gardées aux distributeurs automatiques de billets si un accès est rendu possible aux billets de banque ou à la cassette d'argent (à l'exception des cas où les distributeurs se trouvent dans les bureaux des institutions de crédit ou de La Poste).

L'avant-projet a reçu un avis favorable de la Commission Transport protégé. Il est transmis pour avis au Conseil d'État.

Conseil des ministres du 2 avril 2010

BOIS TROPICAUX

Approbation de l'Accord international sur les bois tropicaux.

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé l'avant-projet de loi portant approbation de l'Accord international sur les bois tropicaux de 2006.

L'Accord s'inscrit dans le prolongement des deux accords précédents (1983 et 1994) et a pour vocation principale de faciliter les consultations entre pays producteurs et consommateurs de bois tropicaux afin d'assurer la gestion durable et la préservation de ce patrimoine.

Ce troisième accord a évolué avec le temps pour devenir un accord de produit de base d'une nature plutôt mixte qui, tout en laissant la primauté à l'aspect commerce, s'attache également de plus en plus à l'environnement et au développement durable. La gestion durable et des méthodes de production qui tiennent compte de la protection des diverses sortes de bois tropicaux sont des éléments importants de l'exploitation de ce produit de base non conventionnel. C'est la raison pour laquelle cette problématique fait l'objet d'une approche de plus en plus globale dans un contexte européen et mondial.

Conseil des ministres du 2 avril 2010

TRAVAIL À DOMICILE

Assentiment à la Convention n°177 concernant le travail à domicile.

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à la Convention n°177 concernant le travail à domicile, adoptée à Genève le 20 juin 1996.

Par le biais de cette convention n°177, l'OIT a voulu offrir un cadre de protection pour les travailleurs à domicile en affirmant certains principes de base et notamment celui de l'égalité de traitement entre le travailleur à domicile et des autres travailleurs.

Dans notre pays, la loi du 6 décembre 1996 relative au travail à domicile adoptée peu de temps après la conclusion de la convention n°177 est conforme à cet instrument international.

Le processus de ratification de cette convention de l'OIT peut donc être engagé. Cette convention devra toutefois également obtenir l'assentiment des assemblées des Communautés et Régions.

Conseil des ministres du 2 avril 2010

CONVENTION BELGIQUE / NORVÈGE

Assentiment au Protocole modifiant la Convention entre la Belgique et la Norvège tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale.

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des Ministres a approuvé l'avant-projet de loi portant assentiment au Protocole, fait à Bruxelles le 10 septembre 2009, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume de Norvège tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (signée à Oslo le 14 avril 1988, et adaptant la législation fiscale belge à certaines dispositions dudit Protocole).

Ce Protocole a pour objet l'alignement de l'article 27 de la Convention préexistante, qui a trait à l'échange de renseignements en matière fiscale, sur la dernière version de la disposition correspondante du modèle de convention fiscale de l'OCDE. Un tel alignement, qui implique la possibilité d'échanger des renseignements bancaires, s'inscrit dans un processus de consolidation de la coopération internationale en matière fiscale qui a été entrepris à un niveau mondial.

Les principales caractéristiques de l'article 27 dans sa nouvelle formulation sont les suivantes :

- Les renseignements échangés sont les renseignements utiles pour l'application des dispositions de la Convention et de la législation interne relative aux impôts.
- Les impôts belges visés sont tous les impôts, directs ou indirects, perçus par le gouvernement fédéral, pour son propre compte ou pour le compte des entités fédérées ou des collectivités locales.
- L'État auquel des renseignements sont demandés doit collecter ces renseignements même s'ils sont uniquement utiles à l'autre État.
- L'échange de renseignements est étendu aux informations détenues par les banques.
- L'administration fiscale belge peut obtenir des renseignements détenus par des établissements bancaires situés en Norvège en vue d'assujettir un contribuable à l'impôt belge.

Le Protocole sera prochainement présenté à l'assentiment du Parlement.

Conseil des ministres du 2 avril 2010

SANTÉ PUBLIQUE : PRATIQUES NON CONVENTIONNELLES

Reconnaissance des organisations professionnelles de praticiens d'une pratique non conventionnelle ou d'une pratique susceptible d'être qualifiée de non conventionnelle.

Sur proposition de Mme Laurette Onkelinx, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi visant à confirmer l'arrêté royal portant reconnaissance des organisations professionnelles de praticiens d'une pratique non conventionnelle ou d'une pratique susceptible d'être qualifiée de non conventionnelle reconnues.

Ce projet d'arrêté royal reconnaît 13 organisations professionnelles de pratiques susceptibles d'être qualifiées de "non conventionnelles" (sur la base de l'article 2, § 1er, 3° de la loi du 29 avril 1999 relative aux pratiques non conventionnelles) dans les domaines de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l'art infirmier et des professions paramédicales :

- Union des ostéopathes (UVO), établie à Wilrijk
- European Federation for Oriental Medicine (EUFOM), établie à Eigenbilzen
- Association belge des acupuncteurs diplômés de Chine (ABADIC), établie à Bruxelles
- Registre des ostéopathes de Belgique (ROB), établi à Bruxelles
- Union belge des ostéopathes (UBO), établie à Bruxelles
- Société belge d'ostéopathie (SBO), établie à Bruxelles
- Belgian Acupunctors Federation (BAF), établie à Schoten
- Liga Homeopathica Classica (LHC), établie à Anvers
- Unio Homoeopathica Belgica (UHB), établie à Bruxelles
- Union professionnelle des médecins acupuncteurs de Belgique (UPMAB), établie à Bruxelles
- Syndicat belge de la chiropractie, établi à Bruxelles
- Association belge des ostéopathes classiques (ABOC), établie à Schoten
- Union des kinésithérapeutes et ostéopathes diplômés (UKO), établie à Lede

Ces organisations pourront présenter des membres effectifs et suppléants pour siéger dans les chambres et dans la commission chargées de proposer les critères encadrant ces pratiques.

Conseil des ministres du 2 avril 2010

NUMÉRO D'URGENCE EUROPÉEN 112

Création des centres 112 et de l'agence 112.

Tous les services d'urgence, tels que les services médicaux, les services d'incendie et les services de police, pourront être joints en Europe via le numéro d'urgence européen 112. En Belgique, cela se fera par un calltaking central qui dispatche les appels vers les services compétents. L'introduction du numéro d'urgence en Belgique se déroulera en plusieurs phases. La première phase concerne la migration des centres 100. Cela signifie que tous les centres 100 devront basculer vers la même technologie que les centres 101, à savoir CAD-Astrid. Les services 100 et 101 seront donc regroupés physiquement. Sur proposition de la ministre de l'Intérieur, Annemie Turtelboom, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture l'avant-projet de loi créant les centres 112 et l'agence 112. L'avant-projet a été adapté à l'avis du Conseil d'État.

Le Conseil des ministres a également approuvé les projets d'arrêtés royaux et l'avant-projet de loi réglant l'organisation et le fonctionnement du numéro d'urgence 112.

Conseil des ministres du 2 avril 2010

ANALYSES ADN

Modernisation du recours à l'analyse ADN en matière pénale.

Sur proposition de M. Stefaan De Clerck, ministre de la Justice, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi (modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale) qui vise à moderniser le recours à l'analyse ADN en matière pénale. L'objectif principal de l'avant-projet est de simplifier la demande d'analyse, le rapport et la transmission des informations. Ces adaptations auront un effet positif sur les délais d'exécution des expertises et le montant des coûts.

L'avant-projet clarifie les conditions d'ouverture d'une analyse génétique concernant une personne et les conditions auxquelles les profils ADN de suspects peuvent être comparés. De même, une procédure claire est prévue en ce qui concerne l'expertise de profils ADN de tiers qui ne sont ni suspects ni condamnés, ainsi que pour les modalités de destruction des échantillons de référence ADN et des échantillons qui en dérivent.

Une procédure univoque et transparente est introduite afin de conduire rapidement et directement aux banques de données ADN, avec une transmission automatique des données, des dispositions précises en ce qui concerne les délais et une obligation de rapport simplifiée. Cela réduira sensiblement la durée des délais d'analyse et aura un effet positif sur l'arriéré judiciaire.

L'installation d'une cellule nationale, grâce à laquelle il pourra être vérifié si le profil ADN a déjà été établi, permettra également un effet d'économie. La simplification des rapports d'expertise et la centralisation des expertises des profils ADN des condamnés dans un seul laboratoire, sont aussi des éléments qui contribueront à cet objectif.

L'avant-projet transpose également en droit belge la décision européenne 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008, qui rend possible la comparaison des profils ADN des banques de données ADN "Criminalistique" et "Condamnés" avec des points de contact étrangers.

Le respect de la vie privée du citoyen est garanti par l'utilisation des numéros de code ADN uniques, par l'anonymat des profils ADN pour les laboratoires et les banques nationales de données ADN, ainsi que par la destruction effective des échantillons de référence ADN et des échantillons dérivés

Conseil des ministres du 2 avril 2010

NATIONALITÉ BELGE

Adaptation des conditions pour l'obtention de la nationalité belge.

Sur proposition de M. Stefaan De Clerck, ministre de la Justice, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi qui modifie le Code de la nationalité belge. L'avant-projet est basé sur l'accord gouvernemental de mars 2008, qui prescrit une législation plus objective et plus neutre en termes d'immigration.

Concrètement, seuls les étrangers qui séjournent régulièrement et légalement en Belgique peuvent introduire une déclaration ou une demande d'acquisition de la nationalité belge.

L'acquisition de la nationalité belge par naturalisation est réformée sous trois aspects :

- les conditions d'accès deviennent plus rigoureuses
- l'étranger doit être en séjour illimité au moment de sa demande
- l'étranger doit démontrer sa volonté d'intégration sur la base de deux éléments jugés essentiels : la connaissance d'une des langues nationales et la participation à la vie de la communauté d'accueil

Le champ d'application de la déchéance de la nationalité belge est étendu aux personnes qui sont condamnées pour des infractions faisant preuve d'une hostilité évidente à l'égard de la société belge ou qui ont été commises grâce à la possession de la nationalité belge. Les personnes qui ont acquis la nationalité belge sur la base d'un mariage blanc peuvent également en être déchues.

Demandes d'interpellation

Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.

➤ **0431 Intérieur**

Interpellation de M. Francis VAN DEN EYNDE à la ministre de l'Intérieur sur « le point de vue de la ministre sur la campagne de dénigrement menée par les journaux francophones à l'encontre des policiers flamands ».

➤ **0432 Intérieur**

Interpellation de M. Bruno TUYBENS au premier ministre sur « l'absence manifeste d'agenda social concret dans la nouvelle stratégie décennale de l'Union européenne ».

➤ **0433 Intérieur**

Interpellation de M. Dirk VAN DER MAELEN au premier ministre sur « la participation de troupes belges aux offensives prévues à Kandahar et dans le nord de l'Afghanistan ».

➤ **0434 Défense nationale**

Interpellation de M. Bruno STEVENHEYDENS au ministre de la Défense sur « le maintien du 1^{er} Para à Diest ».

Projets de loi, propositions, rapports de commissions et compte-rendus

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission....) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires peuvent être consultés sur www.lachambre.be sous la rubrique « Législation ». Une sous-rubrique mentionne les documents les plus récents. Tous les documents parlementaires peuvent être commandés sous la rubrique « Publications » (voir colonne à droite).

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi et des Interpellations et questions orales en commission).

Avis du Conseil d'Etat

La section de législation du Conseil d'État donne un avis motivé sur le texte d'un projet, d'une proposition de loi ou d'un amendement dont la Chambre est saisie lorsqu'elle y est invitée par le président de la Chambre. Celui-ci est tenu de solliciter cet avis lorsque 71 membres au moins ou la majorité des membres d'un groupe linguistique le demande. Il peut solliciter cet avis pour tout projet, proposition ou amendement à un projet ou proposition. (Pour mémoire, les avant-projets de loi du gouvernement doivent être soumis à l'avis du Conseil d'État).

Le document reprend les avis remis par le Conseil d'État à la demande du Président de la Chambre, lesquels sont publiés sous forme de document parlementaire. Il est également fait mention des textes pour lesquels le président de la Chambre sollicite l'avis du Conseil d'État.

➤ DOC 52 1939/002 DU 1ER AVRIL 2010

Avis du Conseil d'État n° 46.643/AV du 9 mars 2010 sur le projet de loi modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'État, en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif.

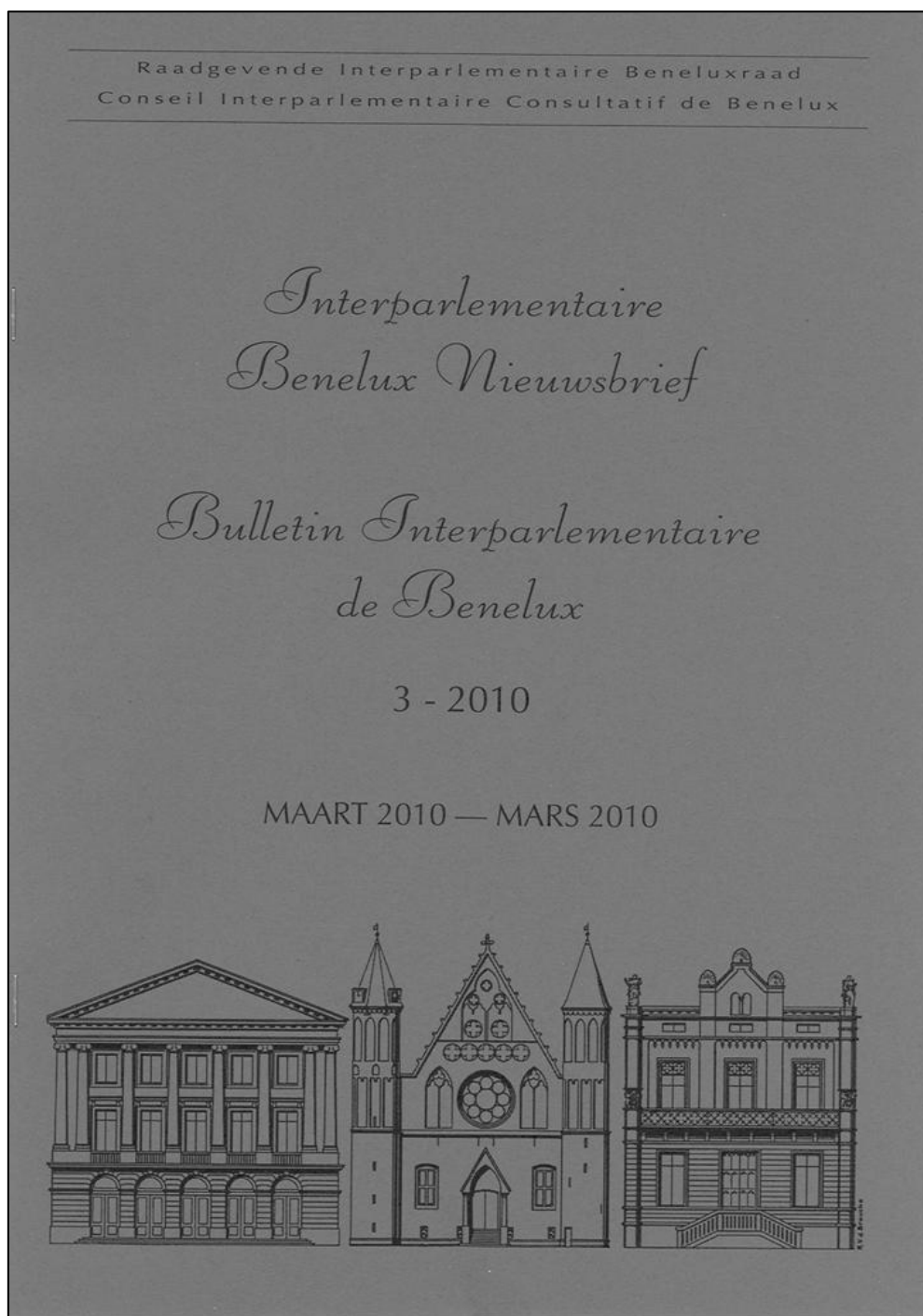
➤ DOC 52 2404/002 DU 2 AVRIL 2010

Avis du Conseil d'État n° 47.884/2 du 17 mars 2010 sur la proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la procédure de référé pénal en cas d'urgence.

Assemblées parlementaires internationales

CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE CONSULTATIF DE BENELUX

Bulletin Interparlementaire de Benelux 3-2010 – mars 2010



DÉLÉGATION BELGE À L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Textes adoptés par la Commission permanente agissant au nom de l'Assemblée parlementaire
du Conseil de l'Europe, Paris, 12 mars 2010

Avis

- 276 Projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique.
- 277 Projet de protocole d'amendement à la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale.

Recommandations

- 1904 La protection des minorités en Europe : bonnes pratiques et lacunes dans l'application des normes communes.
- 1905 Les enfants témoins de violence domestique.
- 1906 Repenser les droits des créateurs à l'ère d'Internet.
- 1907 Le fossé salarial entre les femmes et les hommes.

Résolutions

- 1710 Mandat des corapporteurs de la commission de suivi.
- 1711 Règles et procédures pour les futures élections du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe – Projet de déclaration interprétative conjointe.
- 1712 Modification de la composition du Bureau de l'Assemblée parlementaire.
- 1713 La protection des minorités en Europe : bonnes pratiques et lacunes dans l'application des normes communes.
- 1714 Les enfants témoins de violence domestique.
- 1715 Le fossé salarial entre les femmes et les hommes.

*Les textes mentionnés et d'autres documents du Conseil de l'Europe peuvent être obtenus
auprès du service des Affaires européennes et Relations interparlementaires du Sénat*

Sonja Langenhaeck : 02/501.79.81
Secrétariat : 02/501.72.62
e-mail : sl@senate.be - lc@senate.be
Fax : 02/501.72.16